

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

L'Edito du Psy - Parti socialiste : en attendant le Front national

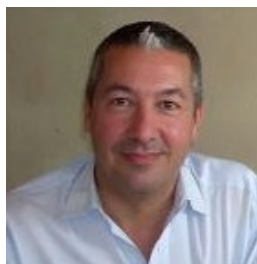
?

- Politique -



Date de mise en ligne : lundi 27 septembre 2010

Nice Premium



Le diable est toujours dans le détail. Celui des petites phrases politiques prononcées, par exemple, au cours d'un week-end. Malgré leur « transparence » revendiquée, elles se présentent comme un redoutable palimpseste qui nécessite un déchiffrement. Aux conclusions incertaines. Les déclarations de Claude Bartolone au sujet d'une entente entre DSK et Martine Aubry pour désigner le candidat du PS à la présidentielle et qui feraient de l'organisation des primaires une simple « confirmation », appartiennent à cette catégorie.

S'il veut gagner les prochaines élections présidentielles, le Parti Socialiste ne doit pas uniquement s'atteler à la rédaction d'un programme : il donne d'ailleurs le sentiment de ne pas beaucoup s'en préoccuper. Indice à même d'éclairer l'enjeu de ces élections. Il ne doit pas non plus chercher à ménager les susceptibilités afin de départager les candidats au cours d'une primaire. Il lui faut prendre en considération une « simple » énigme : celle du Front national. Le fait que Martine Aubry « discute » avec Dominique Strauss-Khan n'est d'ailleurs pas un mauvais signe en la matière. Longtemps, on a pu penser que le splendide isolement et la surprenante atonie de la première Secrétaire lui tenaient lieu de stratégie. Celle qui consiste à demeurer discrète sur les dossiers sensibles et à laisser les critiques se concentrer sur la personne du Président de la République. Ne rien faire en attendant un score de l'extrême droite supérieur au candidat conservateur dès le soir du premier tour. Configuration lui assurant, quels que puissent être les calculs arithmétiques, de l'emporter au second. Prise au sérieux rue de Solferino, l'hypothèse d'un « 22 avril à l'envers » autorisait la Maire de Lille à négliger les alliances, écarter les autres prétendants et exiger l'unité dans ses rangs. Cette option aurait-elle vécu ? L'émergence, ces derniers jours, du nom de DSK devient d'autant plus symptomatique d'évolutions que l'entourage du Directeur général du FMI s'était jusqu'alors évertué à maintenir l'homme aux trois lettres bien à l'écart de la place publique pour ne pas, si l'on ose dire, le démonétiser. Faut-il y voir les premiers succès de la politique sécuritaire engagée par Nicolas Sarkozy et destinée à récupérer une partie de son électorat populaire ?

Si elle se poursuivait, l'exposition précoce de l'ancien Ministre des finances confirmerait ensuite le déplacement des échéances de 2012 sur des questions de personnes, de style et de comportement. Les Français sont en effet majoritairement convaincus que la gauche ne fera globalement pas mieux que la droite, qu'elle ne reviendra pas sur le vote de la retraite à 62 ans et qu'elle maintiendra une politique économique qui se décide, pour des raisons d'efficacité, dans les grandes enceintes européennes et internationales. Il suffit de lire les articles éclairants consacrés cette semaine par *Courrier International* au dossier intitulé « Sauver l'Etat providence ». Du regretté historien Tony Judt à l'éditorialiste du *Times*, le lecteur perçoit bien l'inextricable défi de préserver et promouvoir une sociale-démocratie à la fois politiquement crédible et responsable dans ses choix économiques. L'Etat a beau être le « dernier rempart de la démocratie » pour le premier auteur, il n'a « plus les moyens de faire du social pour le second ».

Le Parti Socialiste vit exactement cette quadrature du cercle avec Martine Aubry et DSK qui incarnent respectivement le volet politique et économique de ce scénario : sans soutien des troupes de la Maire de Lille, peu favorables au Directeur général du FMI, ce dernier n'a aucune chance d'être désigné aux primaires. Sans la figure sociale-démocrate de DSK, le PS a peu de chance de l'emporter contre Nicolas Sarkozy. Reste la double énigme de Marine Le Pen et d'un Front National que sa nouvelle présidente cherchera sans doute à mieux « légitimer » dans le paysage politique français. On comprend alors le dilemme de la première Secrétaire à propos de cette élection présidentielle « pas encore gagnée » : elle doit accepter l'idée de céder pour envisager celle de vaincre.